

Rester libre!

Rester libre, c'est avoir le droit de décider librement dans son propre pays et de sauvegarder son indépendance pour renforcer l'économie et garantir l'emploi. L'UDC a promis à la population de s'engager pour la Suisse en particulier sur les 3 points suivants:

1. Non à l'adhésion insidieuse à l'UE!



2. Politique ferme à l'égard des étrangers et en matière d'asile!



3. Impôts modérés pour tous!



Mais où en sommes-nous à la veille de l'année électorale?

Le constant alignement est mauvais pour la Suisse

Le constant alignement sur l'étranger et la politique égalitariste sont mauvais pour la Suisse. Les autorités sacrifient les atouts de l'économie et de la place financière suisses et détruisent des emplois. La prospérité suisse finira inévitablement par chuter au niveau de l'UE. La majorité de centre gauche du Conseil fédéral et du Parlement nuit à la Suisse. Les dépenses de la Confédération ont plus que doublé depuis 1990 pour atteindre aujourd'hui 67 milliards de francs. Depuis 2008, deux nouveaux emplois sur trois ont été créés par les pouvoirs publics.

Extension au lieu de consolidation financière de l'Etat social

L'Etat social ne cesse de gonfler. Au lieu de consolider le niveau acquis, on étend constamment les prestations et on renforce la redistribution: hausses de la TVA pour l'AI et l'AVS, explosion des primes dans l'assurance-maladie, «pour-cent de solidarité» pour l'assurance-chômage, hausse des impôts pour financer une aide sociale toujours plus coûteuse, etc. Qui profite? L'industrie du social. Qui paie? Les familles, les arts et métiers, le simple contribuable.

L'économie et la place financière sont affaiblies

L'économie est de plus en plus règlementée et harmonisée avec l'étranger:

- toujours plus de bureaucratie et de contrôles (horaires de travail, contrôle des salaires, sécurité au travail, protection de la santé, statistiques incessantes, etc.)
- toujours plus d'exigences (environnement, énergie, immeubles, transports, etc.)
- règlementation du marché du travail et affaiblissement du partenariat social (conventions collectives, responsabilité solidaire, contrôle de salaires, quotas féminins, etc.)
- mises au concours publiques toujours plus coûteuses
- reprises toujours plus compliquées de conventions et de standards internationaux en partie insensés.

Adhésion insidieuse à l'UE

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent, par le biais d'un prétendu «accord institutionnel», que la Suisse reprenne de manière dynamique, donc obligatoire, le droit UE. Dans des domaines très importants la Suisse serait soumise à la jurisprudence de la Cour européenne de justice. C'est tout bonnement une adhésion à l'UE – mais sans en être membre.

Le dogme de la libre circulation des personnes

L'immigration nette en Suisse de plus de 80 000 personnes par an se poursuit. Conséquences: la paix sociale est menacée; les infrastructures sont surchargées; les institutions sociales seront épuisées à moyen terme. Mais cela n'empêche pas la politique de saper l'application de l'initiative «contre l'immigration de masse» acceptée par le peuple et les cantons.

L'initiative sur le renvoi n'est pas appliquée

Depuis l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, quelque 18 000 étrangers criminels auraient chaque année dû être expulsés. Le Conseil fédéral et le Parlement s'y opposent en multipliant les basses manœuvres. Ils se moquent des victimes de ces criminels et des citoyens qui demandent plus de sécurité.

Que faire?

- ✓ Sauvegarder l'autodétermination de la Suisse
- ✓ Renforcer la responsabilité individuelle
- ✓ Stopper l'expansion de l'Etat à tous les niveaux
- ✓ Garantir financièrement les institutions sociales
- ✓ Contrôler l'immigration

Aidez-nous afin que nous puissions, grâce à un plus grand nombre de sièges au Parlement, imposer cette politique pour le bien de la Suisse!

Je veux aussi m'engager pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- Je souhaite devenir membre de l'UDC de mon lieu de domicile / de mon district / de ma région. Devenir membre d'un parti, c'est comme adhérer à une association.
- Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé / e sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez dès à présent m'adresser votre newsletter à l'adresse courriel indiquée ci-contre.
- Je soutiens l'UDC et je verse un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5**.
- Veuillez m'adresser un **bulletin de versement** de l'UDC Suisse.

Nom / Prénom

Rue

NP / Lieu

Téléphone

Courriel

Date / Signature